

D'Al-Qaïda à l'EIIL, l'évolution de la tactique de déstabilisation des Etats par les Organisations terroristes islamistes

samedi 7 mars 2015, par [David GAÜZERE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[David GAÜZERE](#), **D'Al-Qaïda à l'EIIL, l'évolution de la tactique de déstabilisation des Etats par les Organisations terroristes islamistes**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 7 mars 2015.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Attentat au Mali. Une fusillade a eu lieu dans un bar de Bamako vendredi 6 mars 2015, faisant cinq morts : trois Maliens, un Français et un Belge. Depuis 2012 et la percée dans le nord Mali des groupes proches de la galaxie djihadiste, le risque d'un attentat au Sud était évoqué. Cette étude replace les organisations terroristes islamistes (OTI) dans leur contexte et en dynamique. Illustré d'une carte réalisée par Matthieu Seynaeve.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le Diploweb.com publie cette étude inédite d'un conférencier du Festival de Géopolitique de Grenoble : "A quoi servent les frontières ?" 12-15 mars 2015.

EN DÉVELOPPEMENT depuis les années 1990, le terrorisme islamiste est représenté dans le monde par une multitude d'organisations, à la fois autonomes et plus ou moins connectées entre elles par l'action des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Face à la globalisation du monde, les différences nationales et ethniques s'estompent peu à peu. La fusion idéologique des Organisations terroristes islamistes (OTI) s'accompagne progressivement d'un effacement des spécificités locales via la transposition par la violence et les pétrodollars saoudiens d'un modèle de pensée unique dans différents endroits du monde.

Si pendant longtemps, de ce processus d'homogénéisation des organisations découle en Asie comme en Afrique un processus similaire de déstabilisation des Etats et de conquête du pouvoir ordonné en trois étapes successives, l'apparition de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL) a depuis, sans le modifier, déterritorialisé ce processus en l'incrustant au cœur des banlieues européennes occidentales [1].



Cette carte se trouve au format pdf haute qualité en pied de page.

Al-Qaïda et les Organisations terroristes islamistes (OTI) : un triptyque similaire de déstabilisation des Etats

[2]

Depuis les années 2000, la globalisation numérique uniformise le développement des OTI, qui tendent à s'organiser de la même manière pour répondre à un seul et unique objectif, celui d'établir le califat islamique rêvé, en s'extrayant peu à peu du cadre initial des limites de l'Etat-Nation prévalant encore dans les années 1990.

Pour réaliser cet objectif, le processus opéré préconise dans un premier temps l'établissement

d'un **sanctuaire**, lieu de base de chaque organisation. Puis, il s'assure ensuite du soutien affiché ou sous-jacent d'un **Etat tiers à proximité**, qui est soit un « **Etat échoué** » (« *failed state* ») ou qui comporte de vastes « **zones grises** », par où transitent hommes, matériels et capitaux [3]. Il fixe enfin, toujours à proximité, la zone à déstabiliser qui se caractérise soit par un Etat faible ou par une « zone grise » à cheval sur plusieurs Etats, où se concentrera l'objectif visé du moment. Depuis le début des années 2000, les continents visés par les OTI sont l'Asie et l'Afrique, soit là où existent des Etats à majorité musulmane et où l'islam a établi des zones de fronts et d'interactions avec d'autres systèmes religieux et culturels.

Depuis 2001, les OTI ont tendance à se confondre avec al-Qaïda (« la base », en arabe), dont elles revendiquent la filiation ou le partage idéologique. Or, il serait abusif de croire qu'al-Qaïda superviserait à elle seule l'ensemble des OTI. Al-Qaïda n'est tout d'abord que l'une de ces organisations, qui se distingue des autres par une surmédiatisation et de ce fait par un modèle qui doit être imité par les autres. Or, al-Qaïda et sa filiale al-Qaïda au Maghreb Islamique (aQMI) se distingue des autres organisations en établissant des actions dépassant le cadre national des Etats, souvent menées sur des zones frontalières instables et poreuses (zone pachtoune afghane et pakistanaise pour al-Qaïda, Sahel pour aQMI). Les autres OTI agissent plutôt dans les limites d'un Etat. Al-Qaïda peut aussi adouber certaines organisations, soit leur reconnaître une filiation idéologique directe, comme ne pas le faire. Auquel cas, les relations entre al-Qaïda et les OTI se construisent d'égal à égal. Enfin, l'ensemble des OTI se découpent en plusieurs groupes d'activistes au nombre réduit et mobiles. Qui plus est, il est très facile pour tout nouvel activiste d'intégrer une OTI, voire de commettre un acte terroriste isolé et de pouvoir le revendiquer au nom de cette organisation : Il lui suffira simplement de le dire avant de commettre l'acte et si l'activiste périt au cours de son acte, l'organisation revendiquera alors automatiquement l'acte à sa place. Aussi, tel un auto-entrepreneur de la cause, l'activiste s'auto-identifiera lui-même membre de son organisation par la simple revendication de son acte avec ensuite l'aval toujours assuré de cette dernière.



Si les actes terroristes peuvent être le résultat d'une action collective à faibles effectifs ou le

fait d'un seul individu, partout l'objectif des organisations reste le même et la stratégie pour y parvenir, invariable et reposant sur trois étapes, la création d'un sanctuaire, la sécurisation d'une « zone grise » et le choix d'une zone d'action.

. **La création d'un sanctuaire ou d'une base géographique de départ (zone A)** : Une entité étatique indépendante (Etat) ou autonome (république ou zone autonome), déjà régie par les « règles » islamistes d'un pouvoir politique proche d'une OTI (Tchéchénie, Afghanistan, Libye, Somalie ex-italienne).

. Puis, **la fixation d'un accord de bon voisinage avec un « Etat échoué »** (Niger, Tadjikistan) **ou non reconnu par la communauté internationale** (Somaliland, Puntland, Ossétie du Sud) **ou la sécurisation d'une « zone grise », lieu de passage des flux humains, logistiques et financiers de chaque organisation (zone B)**. Ces Etats et zones, qui ne sont pas nécessairement islamistes (voire majoritairement musulmanes pour l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie...), échappent systématiquement au contrôle de tout Etat central (lorsqu'il s'agit d'un Etat, comme le Niger ou le Tadjikistan, l'autorité de cet Etat se limite à la capitale et à sa proche banlieue). Les OTI tiennent à entretenir un climat d'insécurité permanent et à s'assurer des fidélités dans les « Etats échoués » et les « zones grises », propices à leurs trafics lucratifs et à tout appui logistique, tout en évitant d'y agir directement et d'y avoir des buts politiques.

. Enfin, **la zone d'action stratégiquement choisie (zone C)** : Un Etat ou un maillage d'Etats faibles, lieux de futurs sanctuaires (Caucase du Nord, Vallée du Fergana, Sahel, Yémen).

L'ordre du processus est strictement respecté, chaque étape étant nécessaire. Lorsque la troisième étape est atteinte, Les OTI se servent alors de la zone visée, comme d'une nouvelle base géographique de départ et réitèrent dans un autre endroit le même scénario, tout en continuant de s'appuyer sur les mêmes « Etats échoués » ou « zones grises » de la deuxième étape, inchangées. Cette stratégie des sauts-de-puce des OTI permettent de détecter les défaillances des services de renseignements des Etats faibles de chaque région et de les contourner, tout en plaçant inexorablement leurs pions en avant, en misant sur un « effet dominos ».

Face à ce processus bien rôdé dans les esprits des militants des OTI, les réponses des Etats demeurent faibles et désordonnées, même si leurs services de renseignements cherchent à les coordonner. A la faiblesse des moyens des Etats du sud répond hélas bien souvent l'absence de connaissance des spécificités locales du terrorisme islamiste de la part des puissances occidentales, qui ont tendance à abusivement coller l'étiquette « al-Qaïda » sans discernement à l'ensemble des OTI.

A sa naissance en 2006, l'EIIL se présentait comme la simple branche d'al-Qaïda en Irak, avant de rompre quelques années plus tard avec l'entreprise terroriste d'Ayman Zaouahiri. Depuis, si les buts des deux OTI restaient identiques, les stratégies et les moyens pour les mettre en œuvre allaient très vite devenir différents.

Le rêve idéologique de l'EIIL : la déterritorialisation du triptyque et son appui sur la concomitance des faits

Depuis sa transformation en « Califat » en juin 2013, l'EIIL est partout devenu connu par son rigorisme rétrograde et la cruauté de ses châtements. Cette entité territoriale, à cheval sur l'est de la Syrie et l'ouest de l'Irak, se démarque désormais également de précédents territoires créés par des OTI (Emirat du Caucase, Azawad...) par **une stratégie de déstabilisation déterritorialisée**.

Bien que singeant à la caricature le fonctionnement d'un Etat normal (Calife, cour, capitale, tribunaux et police islamiques, armée structurée, découpage en sept provinces, « relations diplomatiques » avec des OTI alliées ou vassales...), l'EIIL n'en est cependant pas un. Cette OTI ne dispose par exemple ni de reconnaissance internationale, ni de Constitution propre, même qui serait directement inspirée de la Charia (donc absence de pouvoir législatif), et encore moins d'un territoire autrement délimité que par des zones de fronts mouvantes et poreuses. Enfin, le sentiment commun d'« appartenance nationale » porté par l'EIIL repose uniquement sur la peur et la terreur partagées par les populations locales.

De plus, l'EIIL continue dans ses buts de déstabilisation des Etats à se comporter comme une OTI classique, mais en déterritorialisant sa zone d'appui B directement au cœur-même de la zone ennemie (soit au plus près des métropoles ouest-européennes, les lieux de pouvoir de ses ennemis) à des milliers de kilomètres de son noyau central. Ainsi, si la zone A de départ (l'EIIL) et les zones C visées restent inchangées, l'EIIL ne s'appuie plus, contrairement aux autres OTI, sur un « Etat échoué » ou une « zone grise » limitrophe, en l'occurrence le Kurdistan irakien autonome. L'EIIL place désormais ses zones B dans les « territoires échoués » des Etats occidentaux, là où l'action politique n'a plus cours. Les banlieues ouest-européennes servent ainsi directement au cœur du *Dar al-Koufr* (monde de la mécréance) de véritables points d'appui, plus efficaces aux trafics en lien avec les activités djihadistes.

D'autre part, les cadres de l'EIIL misent beaucoup sur **la notion messianique de « Jour Glorieux »**, ce jour rêvé, imaginé, fantasmé par les djihadistes, où par leur entremise l'ennemi s'écroulera face à la force de l'islam conquérant. Il est certes peu probable que le rêve des djihadistes de l'EIIL se réalise. Mais, l'EIIL s'emploie à tout faire dans ce sens et agit en cela de deux façons :

1. L'EIIL se distingue d'al-Qaïda et des autres OTI par **sa centralisation**, aussi bien géographique que hiérarchique ou encore de commandement.

- . De par sa situation géographique, l'EIIL planifie ses actions militaires prioritaires dans son voisinage immédiat, notamment en direction des lieux saints de Médine et de La Mecque. Il reporte *sine die* celles, secondaires, demandées par les OTI lui ayant prêté allégeance.

- . Toute décision dépend en cela du Calife Abou Bakr al-Bagdadi et de son entourage le plus proche. Même si des OTI peuvent partout dans le monde musulman prêter allégeance à l'EIIL, elles ne sont plus des sortes d'OTI franchisées comme du temps d'al-Qaïda. Le temps est désormais terminé où chaque OTI organisait son acte terroriste de son côté et le revendiquait ensuite au nom d'al-Qaïda. L'acte terroriste doit désormais être le résultat d'une décision politique centrale renvoyant au cœur du pouvoir politique de l'EIIL à Mossoul.

. C'est ainsi l'EIIL qui détermine les futures actions de déstabilisation crédibles à mener dans le monde musulman et ailleurs, renvoyant al-Qaïda et autres OTI au statut méprisant de « collaborateur » ou, pire, d'amateur.

2. L'EIIL se différencie d'al-Qaïda et des autres OTI par **la concomitance des faits**. Dans l'optique islamiste du « Jour Glorieux », il est régulièrement envisagé par les stratèges de l'EIIL de coordonner les actions de déstabilisation, afin qu'elles se produisent à un même moment donné en différents endroits.

. Les actions conduites dans les zones C doivent être soit des actions d'infiltration aux frontières (notamment dans les enclaves de la Vallée du Fergana en Asie centrale), soit de subversion locale à proximité (Ingouchie ou Dagestan dans le Caucase du Nord).

. En même temps (le même jour ?), une vague d'attentats terroristes doit avoir lieu dans les Etats abritant les zones B (zones de proximité ou capitales ouest-européennes). Les zones B ne sont donc plus ici les lieux de paix inviolables du temps de la puissance d'al-Qaïda.

Pour l'EIIL, la simultanéité d'actions en un même moment permet de rendre plus vulnérables les défenses de l'ennemi et de progresser dans certaines zones C. L'EIIL partage le monde en deux, le *Dar al-Islam* (monde de l'islam) et le *Dar al-Koufr*, ignorant les autres différences étatiques, religieuses, culturelles et civilisationnelles. En revanche, l'EIIL sait pertinemment que les Etats visés ne pourront réagir qu'au coup par coup et chacun de son côté, sans coordination d'ensemble, aux attaques djihadistes. A ce jeu-là, même militairement perdant, l'EIIL gagnerait à long terme la bataille de l'intimidation et de la communication, répandant la terreur dans une partie toujours plus vaste de la planète.

L'EIIL face aux réalités du terrain : l'impossible dépassement de l'Etat-Nation (l'exemple de la nationalisation des *katiba* post-soviétiques)

L'EIIL méprise donc théoriquement toutes notions d'Etat-Nation et de frontière, contraires à son idéologie djihadiste universaliste. L'objectif de l'EIIL est messianique et se moque des déterminants territoriaux, politiques et diplomatiques du moment. Il a pour « mission divine » d'imposer le Califat, comme Etat unitaire, sur Terre et de lui soumettre de gré ou de force les populations mondiales.

Pour parvenir à cet objectif, **l'EIIL doit pourtant tenir compte dans la pratique des déterminants territoriaux, ethniques et religieux pour « préparer » ses zones A, B et C, et ensuite ses actions à mener**. Le maillage territorial, notamment étatique mondial actuel, lui permet en outre de mieux classer ses organisations vassales, avant de prioriser ensuite les actions à mener. L'EIIL parvient ainsi à contrôler au-delà de sa base irako-syrienne, la zone du Sinaï en Egypte, l'est libyen ou encore certaines zones de l'ouest de l'Afghanistan.

En revanche, **la provenance multiple de ses adeptes combattants contraint l'EIIL à respecter des recoupements linguistiques et même nationaux au sein de ses *katiba* (unités combattantes)**. Les djihadistes francophones ont par exemple la leur... Mais, c'est au sein de la nébuleuse djihadiste post-soviétique que les différences « nationales » sont les plus prononcées, alors que les combattants auraient pu être réunis par l'utilisation de la langue

russe, comme *lingua franca* [4].

Il semblerait que **trois *katiba* distinctes de djihadistes post-soviétiques existent dans l'EIIL** depuis 2014 :

. La *katiba* Jaïch al-Mouhajirin wal-Ansar (d'Omar al-Chichani) (2012), formée de Tchétchènes et de Daghestanais, est restée pendant longtemps une composante autonome du Front al-Nosra, avant de se fracturer en 2014 entre son allégeance à l'EIIL et à l'Emirat du Caucase.

. Les *katiba* Djamaat Sabri (Khalid ad-Dagestani) (2014) et Imam al-Boukhari (Cheikh Salahiddin) (2014), formées d'Ouzbeks.

. La *katiba* Ansaroullah (Doumoulo Amriddin) (2010), formée de Tadjiks (issue du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan).

Les concurrences entre *katiba* semblent ici s'opérer sur la différence des objectifs à atteindre ou de leur ordre ou encore sur la spécialisation « technique » de chacune des trois *katiba*, à qui l'EIIL reconnaît une certaine autonomie, en échange de l'adhésion à la cause djihadiste et à la concomitance du fait [5]. Les *katiba* post-soviétiques de l'EIIL s'alignent alors systématiquement sur des critères nationaux et ethniques et ne parviennent plus à dépasser le « fait national ».

Conclusion

Si l'EIIL appartient, comme al-Qaïda avant lui, au monde des OTI, il cherche toutefois à démontrer une certaine sophistication de ses actions. Il les ancre d'un côté au sein d'une structure territoriale fixe à la structure de pouvoir très pyramidale et hiérarchisée et place de l'autre côté ses zones d'appuis non plus au sein d' « Etats échoués » de proximité, mais dans les *no-go zones* occidentales, soit directement au cœur du *Dar al-Koufr* à combattre.

Aussi, toute action visant à [endiguer l'EIIL](#) ne pourra réussir sans être globalement pensée et menée. Elle impliquera une coordination obligatoire des services de renseignement occidentaux avec ceux des Etats impactés, l'obligation de mise en place d'actions concertées et concomitantes dans l'espace et dans le temps et surtout l'organisation d'un contre-triptyque s'appuyant sur les mêmes zones B énoncées. Pour ce faire, l'Occident, l'Afrique, l'Asie et le monde russophone ne pourront y parvenir qu'ensemble et en faisant abstraction de leurs clivages politiques et culturels habituels.

Copyright Mars 2015-Gaüzere/Diploweb.com

Plus

La carte des Organisations terroristes islamistes (OTI) au format pdf haute qualité



Bibliographie

« Echtche odna Grouppa Ouzbekskikh Boevikov Prisiagnoula Na Vernost' IGIL (Encore un groupe de combattants ouzbeks a prêté serment à l'EIL pour l'éternité) », *Leader d'échange*, 2014, profi-forex.org/novosti-mira/novosti-sng/uzbekistan/entry1008233294.html

GAÜZERE D., « Le triptyque des organisations terroristes islamistes : Asie centrale, Caucase, Afrique sahélienne, Corne de l'Afrique », *Revue de Défense Nationale*, N° 756, Paris, 2013, pp. 90-98

MINASSIAN G., *Zones grises : Quand les Etats perdent le contrôle*, Ed. Autrement, Paris, 2011, 208 p.

PARASZCZUK J., "Caucasus Emirate Emir Calls Dagestani Pledges To IS "Act Of Treachery"", *Under The Black Flag : From Chechnya To Syria*, 2014, chechensinsyria.com/?p=23231

P.-S.

Directeur du Centre d'Observation des Sociétés d'Asie Centrale, Consultant régulier pour l'IRIS et la *Revue de Défense Nationale* sur l'Asie centrale post-soviétique

Notes

[1] Cf. carte explicative.

[2] GAÜZERE D., « Le triptyque des organisations terroristes islamistes : Asie centrale, Caucase, Afrique sahélienne, Corne de l'Afrique », *Revue de Défense Nationale*, N° 756, Paris, 2013, pp. 90-98

[3] MINASSIAN G., *Zones grises : Quand les Etats perdent le contrôle*, Ed. Autrement, Paris, 2011, pp. 31-32

[4] PARASZCZUK J., "Caucasus Emirate Emir Calls Dagestani Pledges To IS "Act Of Treachery"", *Under The Black Flag : From Chechnya To Syria*, 2014

[5] La katiba tchéchéno-dagestanaise Jaïch al-Mouhajirin wal-Ansar d'Omar al-Chichani est ainsi connue pour sa faculté d'entretien et de pilotage des Mig russes pris à l'armée syrienne sur la base de Takba (Rakka) en Syrie.